



**Fédération luthérienne mondiale**

## **APPEL À PARTICIPER À LA TRANSFORMATION DE LA MONDIALISATION ÉCONOMIQUE**

*(Cet appel a été approuvé par le Conseil de la FLM le 16 septembre 2002, qui a demandé qu'il soit diffusé auprès des Églises membres et de diverses organisations et institutions, afin qu'elles examinent attentivement les défis que pose la mondialisation de l'économie, du point de vue de la théologie, de l'éthique, de leur vocation et de la défense de diverses causes ; il leur a aussi été demandé de transmettre leurs réactions à leurs réunions régionales préparatoires à l'Assemblée pour étude, en vue de décisions à prendre sur ces questions lors de l'Assemblée de 2003)*

LWF Tenth Assembly  
Winnipeg, Canada  
21-31 July 2003



## ***Communion, responsabilité, rendre des comptes***

Depuis de nombreuses années, la Fédération luthérienne mondiale et ses Églises membres se sont préoccupées de questions relatives à la justice dans le domaine de l'économie. En 1990, par exemple, l'Assemblée de Curitiba (« J'ai entendu les cris de mon peuple ») a appelé les Églises, les gouvernements, les sociétés transnationales, les banques et autres institutions à œuvrer en vue d'un ordre économique plus juste :

L'obéissance chrétienne exige que nous rejetions les systèmes économiques injustes ... Au sein de la FLM, nous cherchons, d'entente avec nos partenaires œcuméniques, à élaborer des moyens appropriés et réalistes pour nous attaquer à l'injustice du monde. Un ordre économique juste inclut le droit des peuples à contrôler leurs propres ressources de telle manière que tous aient la possibilité de vivre une vie digne.<sup>1</sup>

De nos jours, les réalités complexes de la mondialisation de l'économie nous mettent en demeure, en tant que communion, de faire un pas de plus dans notre engagement, notre résistance spirituelle et notre responsabilité.

### **Objectif général :**

**Dans le contexte œcuménique, relever ensemble les défis spirituels et théologiques que nous lance la mondialisation de l'économie, et encourager les fidèles de nos Églises membres à participer à la transformation de la mondialisation économique au travers d'une mondialisation croissante de la solidarité.**

## ***I. Portée de cet appel***

### **A) Qu'est-ce que la mondialisation de l'économie ?**

Dans un sens général, le terme mondialisation renvoie à l'interdépendance croissante des gens et des organisations du monde entier, une réalité à laquelle l'Église acquiesce et qu'elle encourage depuis longtemps. Le commerce et les autres liens croisés entre pays ne sont pas nouveaux, mais depuis la fin de la Guerre froide, une nouvelle étape a été franchie grâce aux technologies de l'Internet, et tout particulièrement avec la suprématie du paradigme néo-libéral<sup>2</sup>. D'un côté, le terme désigne une évolution qui a eu lieu dans l'histoire de l'humanité. De l'autre, la mondialisation de l'économique est devenue un projet politique qui oriente l'économie mondiale dans une direction précise.<sup>3</sup> Sous l'impulsion de la théorie néo-libérale, elle a pour priorité la libre circulation des capitaux d'investissement, la maximisation du profit et la croissance, ainsi qu'une dépendance accrue à l'égard des forces du marché.

Au nombre des traits principaux de cette forme de mondialisation de l'économie, on mentionnera :

1. *La mobilité transfrontalière* : On a assisté à un mouvement croissant de services, de capitaux (commerce et investissements), et d'argent de la spéculation par-delà les frontières internationales.
2. *La déréglementation* : certaines réglementations ont été abandonnées ou rendues moins rigoureuses afin de permettre à ce mouvement de se développer plus librement.
3. *Le pouvoir des grandes compagnies* : une portion croissante des économies importantes du monde constituent en fait de grandes sociétés qui n'ont pas de comptes à rendre à l'ensemble du public.
4. *La privatisation* : De nombreux biens et services publics sont en train d'être privatisés : l'eau, l'électricité, les soins médicaux et l'éducation.
5. *La « marchandisation » de la vie* : Des secteurs de plus en plus nombreux de la vie sont chiffrés en termes financiers, ce qui permet d'en faire le commerce à l'échelle mondiale.
6. *L'homogénéisation* : Des styles de vie occidentaux, axés sur la consommation, deviennent objet de commerce dans le monde entier, de sorte qu'au niveau local les produits et les pratiques culturelles tendent à disparaître.
7. *Les investissements spéculatifs* : L'achat et la vente de capitaux en vue de gains élevés à court terme prennent le pas sur le commerce de biens et de services réels et sur les investissements à long terme visant à favoriser une activité économique axée sur la production.
8. *La perte de souveraineté* : Face à ces tendances, les gouvernements, de plus en plus, constatent qu'ils ne peuvent pas faire grand chose pour protéger leurs peuples et leurs ressources.

Ce qu'il y a de particulièrement troublant, c'est la manière dont les mots d'ordre de la mondialisation économique sont proclamés comme s'ils étaient « parole d'évangile », universellement applicables à tous dans le monde entier. Les plans d'ajustement structurel, par exemple (appelés aujourd'hui « stratégies de réduction de la pauvreté »), sont imposés à des pays en développement, mais le coût social en est souvent extrêmement élevé. Dans le cas d'accords commerciaux, les règles, typiquement, ne tiennent pas suffisamment compte des conséquences qui affectent les droits des personnes, des communautés et de l'environnement. La théorie néo-libérale présuppose qu'on a affaire à des partenaires égaux, jouissant d'un même accès à l'information, au savoir technique et aux conditions commerciales, mais il y a un abîme entre la théorie et les cruelles inégalités du monde tel qu'il est réellement.

La mondialisation économique connaît de nombreuses dynamiques dont la plupart entraînent des conséquences différentes selon les gens et les pays. Elle apporte à certains la croissance économique avec ses avantages. Dans certains cas, elle a tiré les gens de la pauvreté et a créé une abondance de biens et de services, et même, pour quelques uns, une élévation rapide du niveau de vie. Mais dans l'ensemble, le modèle le plus courant de la mondialisation économique élargit à un rythme alarmant le fossé entre les riches et le reste de l'humanité, et constitue une menace pour les systèmes écologiques qui permettent la vie. Les effets positifs de la mondialisation sont loin de s'étendre à toute la planète ; en ce qui concerne les avantages, la mondialisation n'est *pas* mondiale. La richesse et le pouvoir sont plus que jamais concentrés entre les mains d'un petit nombre. Plus de trois milliards de personnes tentent de survivre avec moins de 2 US\$ par jour, alors que les avoirs des trois personnes les plus riches du monde sont supérieurs à la somme des PIB des 48 pays les plus pauvres (chiffres donnés par le Social Watch Report de 2002).

Ce que les processus de mondialisation économique ont tendance à sacrifier, ce sont les valeurs spirituelles, l'identité et la diversité culturelles, et d'autres aspects de la vie que l'on ne peut pas chiffrer ni mesurer en termes économiques. Ceux qui sont pauvres ou préférentiels de toute autre manière sont particulièrement vulnérables. **Ces sacrifices – exigés au nom de la croissance économique ou du profit – constituent aujourd'hui un problème théologique et un défi moral essentiels que les Églises ne sauraient ignorer.**

## **B) Les implications d'une « transformation » de la mondialisation économique**

La mondialisation économique n'est pas un phénomène statique, mais elle ne cesse de se transformer. En tant que chrétiens, nous sommes appelés à jouer un rôle dans cette transformation aux mille facettes, et cela particulièrement à la lumière des engagements et des valeurs dont nous nous réclamons. Certains insistent sur le fait que la mondialisation économique doit être dénoncée avec rigueur. D'autres cherchent plutôt à en réformer et réorienter certains aspects. D'autres encore s'efforcent d'en contenir les effets nuisibles pour les êtres humains, les communautés et la création. En parlant de « transformer », on implique pour le moins cet ensemble de significations.

L'appel à transformer la mondialisation économique a pour objectif central le *défi fondamental* que constitue la *perte d'autodétermination*, ou le *sentiment de désespoir et d'impuissance* qu'éprouvent la plupart des gens, des Églises et des pays face à des politiques et des pratiques qui sont liées à cette mondialisation. La plupart des gens ont l'impression qu'ils ne peuvent pas faire grand chose pour lutter contre ces forces ou les transformer ; elles leur paraissent être quelque chose d'inévitable ou même « la fin de l'histoire ». Cette impuissance, cette absence d'espoir est le reflet de ce qui constitue une véritable **crise spirituelle à laquelle il faut s'opposer du cœur même de ce que signifie être le peuple de l'espérance, l'Église, de s'engager pastoralement auprès des gens.**

En tant que communion luthérienne, nous sommes unis par une confession de foi commune. Nous mettons notre confiance en l'acte salvateur de Dieu qui nous justifie en Jésus Christ, plutôt qu'aux hypothèses, à la logique et aux résultats du paradigme néo-libéral. Lors d'un rassemblement œcuménique en 2001, les représentants d'Églises d'Europe centrale et orientale ont déclaré :

En mettant en question la mondialisation économique, l'Église se trouve face aux paroles de Jésus : 'Vous ne pouvez servir Dieu et l'Argent' (Matthieu 6,24). Les Églises auront-elles le courage de faire de la confrontation publique avec les 'valeurs' d'un style de vie axé sur le profit une question de foi, ou vont-elles se retirer dans la sphère 'privée' ? Telle est la question à laquelle nos Églises doivent répondre... ou elles perdront leur âme !

Nous sommes donc tous et toutes appelés à prendre une conscience renouvelée de ce que signifie être le peuple de Dieu, de vivre notre obéissance de disciples dans un monde qui ne cesse de se transformer sous l'empire des forces de la mondialisation économique.

De nombreuses Églises travaillent déjà en vue d'un système économique plus équitable, en organisant différentes activités et programmes et en mettant en évidence certains points forts. Mais elles courent aussi le risque de compromissions avec la pensée néo-libérale. C'est ce qui se passe

lorsque, par exemple, dans leur zèle pour la proclamation de l'Évangile auprès des gens, elles se concentrent sur ce qui a les meilleures chances de réussir, d'être compétitif ou sur ce qui se vend bien (notamment en se conformant à la 'théologie de la prospérité'), ce qui peut aller à l'encontre de leur vocation biblique. Lorsque ce phénomène contamine la conception que les Églises ont d'elles-mêmes et la manière dont elles accomplissent leur mission, une *metanoia* (conversion) est nécessaire.

En tant que peuple de Dieu, nous sommes justifiés par l'amour de Dieu et par sa grâce, et non pas par le désir d'une incessante accumulation de richesses, de possessions ou de pouvoir. La mondialisation de l'économie influe sur les aspects non seulement économiques, mais aussi culturels de notre vie et de notre identité. Elle touche à des éléments spirituels, culturels, sociaux et économiques. C'est ce dont il faut prendre davantage conscience, de manière plus déterminée, si nous voulons entretenir et développer la résistance spirituelle à la logique et aux pratiques dominantes de la mondialisation économique. Des processus permanents, de conscientisation, d'éducation et d'organisation à la base sont d'une importance décisive. **Ce processus doit commencer par une transformation de notre perception, de notre analyse et de notre réflexion au sujet du déroulement des événements, et de la manière dont nous vivons les uns avec les autres.**

### **C) Comment la communion nous rend-elle capables d'agir ?**

Peuple de l'espérance, nous sommes enracinés dans la foi et vivons dans ce monde avec nos engagements, nos valeurs<sup>4</sup> et une vision qui nous mobilise, et en tension avec cette recherche effrénée d'un surcroît de possessions qui est le moteur de la mondialisation économique. **Ainsi, à la lumière de notre foi, nous sommes appelés à changer notre conception de ce que nous sommes et de ce que nous faisons déjà :**

- en interrogeant et en analysant de façon critique les phénomènes actuels,
- au sein de nos Églises, par elles et au travers de leurs programmes de développement,
- par la manière dont nous sommes personnellement impliqués dans l'activité économique ou dont nous en sommes exclus,
- en défendant la cause de la justice et nous livrant à diverses activités au sein de la société.

Nous devons par exemple nous poser les questions suivantes :

- Comment ce que nous sommes en train de faire au travers de nos ministères et de nos programmes est-il lié à l'ensemble de la réalité – aux événements, à la structure des faits économiques ?
- Qui est gagnant ? Qui est perdant ? Et quel est le lien avec l'ensemble des réalités ?

*Le secrétariat 'Jeunes dans l'Église et la société' de la FLM a lancé un programme triennal, le 'Programme international des jeunes : transformer grâce à la participation', centré sur les effets négatifs de la mondialisation.*

*Nous faisons tout cela en tant que membres d'une communion mondiale. Par la Sainte Cène, nous sommes liés les uns aux autres et, comme le dit Luther, nous sommes « transformés » en nos prochains du monde entier ; nombreux parmi eux sont ceux qui souffrent, protestent et meurent en raison de dynamiques liées à la mondialisation de l'économie. D'autres, membres de cette communion, occupent des postes stratégiques qui influent sur le développement de cette mondialisation et ses conséquences. La communion est la réalité sacramentelle et ecclésiale qui fonde notre identité commune, notre perception les uns des autres et l'horizon sur lequel nous agissons en tant qu'individus et qu'Églises.*

*Grâce à cette communion, une capacité d'agir différente (action morale) est en train de naître. Plus qu'un pouvoir que l'on ne remet pas en question, la mondialisation économique commence à révéler des visages et des voix auxquels nous sommes liés, qui nous appellent à agir de manière responsable, nous demandent de rendre compte des décisions que nous prenons et des actes que nous pouvons poser dans notre vie économique quotidienne. Nous sommes donc poussés à agir, motivés par la conscience de ce **lien** (communion ou solidarité), de notre **responsabilité** (concernant les effets que nos décisions et nos actes entraînent pour d'autres) et la **nécessité de rendre des comptes** (et d'en demander, notamment aux autres membres de la communion ainsi qu'aux institutions politiques et économiques, à la lumière des valeurs que nous défendons).*

#### **D) Une mondialisation de la solidarité**

Cette « mondialisation de la solidarité » s'oppose à la manière dont les forces impersonnelles de la mondialisation économique tendent à dresser les gens les uns contre les autres. C'est ce que l'Église, spécifiquement, est appelée à vivre, dans son réseau de relations planétaires, et qu'elle a le pouvoir de mettre en pratique.

Ainsi, nous sommes poussés à agir, à réagir et à anticiper l'avenir, en cohérence avec ce que nous sommes : les membres d'une communion ; nous sommes appelés à tenter de réaliser les priorités de Dieu au travers de nos actes de la vie quotidienne, en nous efforçant de gagner notre vie, ou tout au moins de survivre, participant à la vie de nos familles, des paroisses et de la société civile, cherchant à mettre notre travail, notre argent et nos investissements au service des êtres humains, en plaidant la cause de la justice et de la vie pour tous. Ainsi, et de bien d'autres manières encore, **nous devenons capables, au travers de la communion, de participer à la transformation de la mondialisation économique.**

*En décembre 2001, les Églises en Argentine, aux prises avec une grave crise financière, ont demandé aux Églises du nord de mettre en œuvre des signes concrets de solidarité avec ceux qui souffrent. « Le concept de communion permet d'établir des réseaux de solidarité sur l'ensemble de la planète, et il en fait aussi un devoir. »*

## II. Contenu théologique

Une mondialisation de la solidarité s'enracine dans la réalité de ce qu'est une **communio**n dans laquelle Dieu, en Christ, nous met en relation les uns avec les autres. Nous sommes transformés les uns dans les autres et, par l'Esprit de Dieu, nous devenons capables de parler et d'agir lorsque notre prochain subit des torts ou qu'il est prisonnier des puissances qui dirigent le monde aujourd'hui. Par notre baptême, nous sommes appelés à prendre des décisions et à agir en nous sachant **responsables** à l'égard de nos prochains dans le monde entier, sur la scène économique et dans les autres domaines de la vie. En outre, nous cherchons à exiger des institutions qui encadrent notre vie à tous, dans ce monde, qu'elles soient tenues de mieux rendre compte de ce qu'elles font face aux personnes, à leurs communautés et à l'ensemble de la création.

*Face à la mondialisation économique, et en vue d'élaborer une éthique sociale luthérienne, il est fondamental de poursuivre et d'approfondir la réflexion théologique et éthique sur ces trois points. La planification des programmes du Département de théologie et d'études poursuit cet objectif. La discussion « initiale » de chacun de ces points forts se déroulera au cours d'un colloque restreint et se poursuivra par courrier électronique et d'autres moyens permettant d'élargir le débat grâce à des échanges de perspectives et des récits, et de continuer à élaborer des stratégies et des modèles d'action. Si vous désirez participer à ces discussions, prenez contact avec [kbl@lutheranworld.org](mailto:kbl@lutheranworld.org)*

- **La communion** fait de nous ce que nous sommes et façonne nos perspectives. Nous sommes liés les uns aux autres. Ainsi, le noyau central de l'éthique est la recherche de ce qui fera du bien, et non du mal à nos prochains sur toute la terre, avec qui nous sommes liés au travers de la communion. Celle-ci offre la base ecclésiale et théologique à partir de laquelle nous pouvons mettre en question la logique néo-libérale qui est au cœur de la mondialisation économique, et d'exiger des autres membres de la communion plus de responsabilité. Comment continuer à développer cette base ecclésiale, pour qu'elle porte plus de fruit ?
- En tant que baptisés, nous sommes appelés à accomplir notre vocation au sein de la société au travers de notre vie économique (ainsi que dans d'autres domaines). Comment former les chrétiens à cette **responsabilité**, de manière à transformer certains des présupposés, des pratiques et des résultats de la mondialisation économique ? Comment cela peut-il s'inspirer d'une doctrine luthérienne de la **vocation**, l'interpeller et l'amener à se développer ?
- Bien que les Luthériens aient élaboré des perspectives théologiques sur la manière dont le gouvernement est un instrument dont Dieu se sert pour accomplir son œuvre, la plupart d'entre elles ont vu le jour dans des circonstances et des réalités très différentes de celles d'aujourd'hui, sous le régime de la mondialisation. En bien des lieux, de nos jours, les gouvernements sont considérés comme les ennemis ou, dans d'autres cas, ils ont perdu une grande part de leur pouvoir et de leur souveraineté, de sorte qu'il est devenu très difficile de leur demander de répondre de leurs actes. Comment, en tant qu'Églises, pouvons-nous devenir plus efficaces et mieux préparer nos membres à participer à la vie politique en tant que citoyens, à s'engager, là où se prennent les décisions, en se faisant les défenseurs de nos prochains dans le monde entier ? Comment les Églises pourront-elles, de concert avec la société civile, **exiger des gouvernements un plus haut degré de responsabilité** ?

*Comment pouvons-nous, en nous fondant sur des principes théologiques/éthiques, réagir face aux différentes tentatives qui visent à limiter ou à éliminer le plus possible l'influence ou les réglementations qui sont du ressort des gouvernements ?*

### **III. Quelques repères éthiques**

L'essence de cet Appel, tel qu'elle figure ci-dessous, comporte les éléments suivants :

- **des convictions** fondées sur la foi que nous confessons
- **une analyse** : comment nos convictions mettent-elles en question les présupposés et les effets de la mondialisation économique ?
- **une action** : à la lumière de ce qui précède, que sommes-nous appelés à faire, en tant que communion d'Églises ?

#### **A. De l'individualisme radical à la communion**

Êtres humains : Dieu a créé toutes les personnes en leur conférant une dignité et une valeur qui leur sont inhérentes. Nous *sommes* en relation avec les autres pour les aimer, pour partager la contribution que chacun peut apporter à l'ensemble de la communauté et pour nous en réjouir. Les structures et les politiques de la société doivent être mises en question lorsqu'elles altèrent ou violent cette dignité et cette valeur.

la mondialisation de l'économie tend à affaiblir les liens qui, du point de vue théologique, sont un élément constitutif de ce que nous sommes dans notre relation aux autres. Les inégalités pratiquées à une vaste échelle sont perturbatrices, en raison de cette nature relationnelle de la vie humaine. Cette conception transforme l'individualisme radical en communion avec les autres, et la compétition impitoyable en coopération. La production qui exploite les autres se transforme en participation à la vie d'autrui.

*C'est sur cette base que nous devons chaque fois nous opposer et résister*

- lorsque des membres de la communauté humaine sont exclus de ce dont ils ont besoin pour vivre ou qu'on les traite comme des objets jetables ;
- lorsque l'on mesure la vie selon des paramètres financiers ou qu'on la réduit à l'état de marchandise, au lieu de célébrer la valeur et la diversité qui la caractérisent ;
- lorsque la mondialisation économique tend à mettre de côté d'autres valeurs, provoquant un vide spirituel qui va croissant.

*Quelles sont, dans votre contexte, les réalités que vous devez mettre en question et auxquelles vous devez résister en priorité? Que faites-vous et que fait votre Église dans ce sens? Comment l'enseignement et la prédication de votre Église peuvent-elles nourrir votre action ?*

Vie économique : Dans une perspective théologique, le but premier de la vie économique est d'assurer et de maintenir le bien-être de communautés justes et durables dans le monde entier, et non pas de porter la richesse à un maximum ou d'accroître la consommation de ceux qui ont déjà plus que le nécessaire.

Le modèle actuel de la mondialisation économique tend à creuser le fossé entre les riches et le reste de l'humanité. Elle doit être transformée pour être mise au service du bien-être des êtres humains et de toute la création ; ce ne sont pas les êtres humains et toute la création qui doivent être sacrifiés à des fins économiques.

*C'est pourquoi nous sommes appelés à nous opposer et à résister*

- aux processus de mondialisation économique qui placent la recherche du profit au-dessus de ce qui est nécessaire à l'épanouissement de la vie ;

- aux pratiques financières et aux investissements spéculatifs qui procurent un accroissement des richesses de quelques uns et mettent en danger les moyens d'existence du plus grand nombre ;
- aux politiques et aux pratiques financières et économiques qui élargissent le fossé entre les riches et le reste de l'humanité ;
- aux conditions liées à l'aide financière, que l'on impose à certaines sociétés et qui vont engendrer une paupérisation accrue des plus démunis.

La portée de la communion : Ce qui nous unit – malgré les différences importantes qui peuvent exister entre nous dans le domaine économique – c'est la puissance transformatrice et relationnelle de l'Esprit de Dieu. Les membres qui occupent des positions privilégiées dans le champ économique sont en lien avec ceux qui vivent dans la pauvreté et sont responsables devant eux.

A des degrés divers et de nombreuses manières, les 60 millions de membres de la communion luthérienne sont impliqués dans la vie économique et, en ce temps de mondialisation, ont part à des décisions qui affectent les gens dans des régions très diverses. Ceux d'entre nous qui subissent les effets négatifs des politiques et des pratiques de cette mondialisation doivent protester et exiger d'autres membres de la communion qu'ils agissent en solidarité avec nous. Ceux d'entre nous qui sont relativement aisés ne sauraient ignorer, dans le domaine de l'économie (et dans d'autres aussi) les pratiques qui affectent négativement ceux auxquels des liens profonds nous unissent au sein de cette communion et qui, et au travers d'eux, touchent le monde entier ; ils doivent se saisir de ces problèmes. Nous ne pouvons pas ignorer les cris des autres, car Dieu nous a faits participants les uns des autres. Les intérêts privés et publics se rejoignent de manière nouvelle. Nous devons rester en dialogue les uns avec les autres par-delà l'abîme économique et politique qui nous sépare, et du sein duquel des possibilités de transformation – et d'espérance – peuvent surgir.

***C'est pourquoi nous sommes appelés à vivre dans la pratique ce qu'implique le fait d'être en communion en nous engageant en faveur de politiques et de pratiques spécifiques qui sont***

- plus justes et tiennent compte particulièrement de ceux qui sont pauvres,
- plus responsables du bien-être de tous, et
- mieux à même de répondre de nos actes devant les personnes, leurs communautés et toute la création.

*Connaissez-vous des exemples ou des témoignages concernant la manière dont la mondialisation de l'économie affecte votre pays, votre communauté et votre Église ?  
Communiquez-les au Bureau des services de communication de la FLM*

## **B. De l'impuissance à la responsabilité**

La vocation qui est la nôtre de par notre baptême nous rend capables d'agir dans les domaines importants de nos vies et de notre monde, à la lumière d'une vision de la justice de Dieu qui est destinée à tous, sans exception. La vie et la puissance de Dieu se manifestent dans ce que nous recevons, afin qu'à notre tour, nous nous mettions au service de ce qui sera profitable aux autres et que nous y travaillions. Nous avons reçu l'amour de Dieu par pure grâce, et nous répondons en incarnant cet amour pour les autres ; nous recherchons donc la justice et le bien-être de l'ensemble de la communauté humaine, en donnant la priorité à ceux qui sont dans la plus grande détresse. Nous sommes appelés à mettre en question et à transformer les politiques et les pratiques économiques qui détruisent ce bien-être, ou bien commun.

Les décisions que nous prenons dans le domaine économique, notre style de vie et nos actes ne peuvent plus être considérés comme appartenant à la sphère privée, ou comme étant « uniquement notre affaire ». Nous ne devons pas cesser de nous interroger sur le rôle que peuvent jouer nos

décisions et nos actes dans la transformation de la mondialisation économique, et cela tout particulièrement en ce qui concerne nos prochains qui en subissent les conséquences négatives dans le monde entier. C'est dans la prière, la lecture commune de l'Écriture et le culte que nous puisons notre inspiration et notre espérance ; c'est la base à partir de laquelle l'Église peut agir dans la fidélité et avec force.

*Comment votre Église entretient-elle cette espérance par sa vie spirituelle et liturgique ?*

***C'est pourquoi nous devons examiner les questions suivantes :***

- De quelle manière un approfondissement du sens de la vocation peut-il inspirer les décisions éthiques et les actes des membres, qu'ils soient privilégiés du point de vue économique ou qu'ils vivent dans la pauvreté ? Comment ce sens de la vocation peut-il être transmis et enseigné avec plus de détermination par les services de formation chrétienne au niveau local ?
- Comment pouvons-nous, au travers des réseaux ou des relations qui nous lient déjà les uns aux autres à l'échelle planétaire, œuvrer en vue d'une transformation qui peut amener des changements positifs dans la vie d'autres personnes ? Comment mettre en pratique de manière plus responsable ce qu'impliquent ces relations ?
- Comment les Églises préparent-elles les gens à prendre des décisions responsables dans les domaines politique et économique, à cause des autres ? Quels sont les moyens à mettre en œuvre à cette fin, dans les établissements de formation, les conférences, les ateliers auxquels participent des personnes actives dans des domaines professionnels spécifiques ?
- De quelle manière ceux qui souffrent des conséquences des pratiques des sociétés transnationales en appellent-ils aux membres qui ont accès à ces mêmes sociétés et attendent-ils qu'ils les interpellent au sujet de leurs politiques et manières d'agir (par exemple par des initiatives sociales collectives) ?
- Comment les investissements peuvent-ils mieux servir les valeurs auxquelles nous adhérons ? De nombreuses Églises membres, ainsi que la FLM, ont élaboré des lignes directrices concernant l'investissement éthique ou socialement responsable des fonds appartenant aux Églises. Que pourrait-on faire d'autre ?

*Laquelle de ces suggestions mettez-vous en œuvre dans votre contexte ? Avez-vous lancé d'autres initiatives ?*

### **C. De l'impunité à la responsabilité**

Pour transformer la mondialisation économique de manière à promouvoir et à soutenir les êtres humains, leurs communautés et l'ensemble de la création, un moyen déterminant est la mise en place de politiques et de pratiques gouvernementales et intergouvernementales efficaces et responsables. Les gouvernements doivent combattre les schémas d'exclusion, d'injustice et d'exploitation qui existent dans le cadre de la mondialisation, et ils doivent offrir réparation aux victimes.

*Martin Luther déclare, dans son explication du commandement qui interdit le vol : « Réprimer l'arbitraire qui s'affirme publiquement, c'est l'affaire des princes et des autorités qui, d'une part, devraient, eux-mêmes, avoir les yeux ouverts et prendre le courage d'établir et de maintenir un ordre juste dans les affaires et dans les tractations de toutes sortes, afin que les pauvres ne soient pas accablés et opprimés, et, d'autre part, ne devraient pas se charger des péchés des autres. »<sup>5</sup>*

De nos jours, un nombre croissant de grandes économies ne rendent pas de comptes au public dans son ensemble. C'est le cas en particulier des sociétés et des institutions financières transnationales. La mondialisation de l'économie restreint la possibilité qu'ont les peuples, les gouvernements et les nations d'exiger la négociation et le respect des conditions d'utilisation de leurs ressources naturelles, de leurs infrastructures et de leur main d'œuvre, lors de l'intervention d'une compagnie étrangère. Les pauvres et les autres groupes humains vulnérables doivent pouvoir apporter leur contribution à la société dans la dignité, tout en étant protégés contre l'arbitraire et les actes irresponsables des gouvernements, des sociétés multinationales et d'autres pouvoirs.

***Nous sommes appelés à exiger, des acteurs gouvernementaux et économiques qu'ils rendent compte de leurs actes de manière croissante, et cela au travers de stratégies politiques<sup>6</sup> dont les objectifs sont les suivants :***

- l'application généralisée des instruments internationaux relatifs aux droits de la personne, qui sont des moyens importants pour exiger plus de responsabilité de la part de la mondialisation économique ;
- davantage de participation démocratique aux institutions multilatérales et aux décisions, et davantage de transparence, et cela en faveur des pays en voie de développement ;
- combattre la corruption sous toutes ses formes au sein des gouvernements et dans leurs relations avec d'autres groupes d'intérêts dans la société, grâce à des processus plus démocratiques et plus transparents ;
- soutenir les politiques sociales, afin d'assurer des moyens d'existence et un revenu suffisants à chaque personne, et protéger l'environnement ;
- remettre en question la légitimité de la dette extérieure de certains pays, en se fondant sur des critères tels que : la dette a-t-elle été contractée sous un régime démocratiquement élu ? les conditions de l'emprunt étaient-elles justes ? comment a-t-il été utilisé ? quelle portion a-t-elle déjà été remboursée ? quels en sont les effets sur la vie des citoyens du pays ?
- annuler la dette intolérable de pays lourdement endettés et paupérisés, demander à leurs gouvernements de rendre compte de la manière dont les fonds ainsi libérés seront utilisés et dont le cycle de l'endettement peut être transformé ;
- développer et mettre en œuvre des moyens efficaces de dissuasion à l'encontre de mouvements spéculatifs excessifs et souvent déstabilisants dans le domaine des devises et des investissements ;
- négocier des accords commerciaux internationaux et des politiques plus justes, dont puissent tout particulièrement bénéficier les pays les plus pauvres ;
- mobiliser des fonds supplémentaires pour le développement, pris sur la richesse issue des politiques néo-libérales ;

La participation active de la FLM et de ses Églises membres aux colloques œcuméniques régionaux sur la mondialisation économique et à d'autres activités œcuméniques qui leur sont liées, ainsi qu'aux mouvements et rassemblements de la société civile qui recherchent des solutions de rechange face à la mondialisation économique néo-libérale.<sup>7</sup>

*Quelles autres stratégies nous paraissent importantes en vue de la transformation de la mondialisation économique ?*

## NOTES

---

<sup>1</sup> Message de la Huitième Assemblée de la Fédération luthérienne mondiale réunie à Curitiba ; dans : Positions luthériennes, 38<sup>e</sup> année – No. 3, Juillet-septembre 1990, p. 259.

<sup>2</sup> U.v. Weizsäcker, par exemple, indique trois causes à la source du phénomène de la mondialisation : la fin de la Guerre froide, la révolution Internet, et la diffusion du paradigme néo-libéral. Le terme de « mondialisation » (angl. « globalization ») tel qu'il apparaît dans cet Appel n'est entré dans l'usage courant qu'au cours des dix dernières années.

<sup>3</sup> Cette distinction a été faite lors du Séminaire de Copenhague pour le progrès social, en se fondant sur les conclusions du Sommet mondial des Nations Unies pour le Développement social, Copenhague 1995. Voir aussi Konrad Raiser, *For a culture of Life* (Genève, COE, 2002), p. 6.

<sup>4</sup> Un document de la Conférence des Églises européennes, par exemple, propose les valeurs chrétiennes suivantes comme critères d'évaluation de la mondialisation : dignité, justice, liberté, paix, durabilité, responsabilité, solidarité, subsidiarité.

<sup>5</sup> Martin Luther, « Le Grand Catéchisme », dans : *La foi des Églises luthériennes*, textes édités par André Birmelé et Marc Lienhard (Cerf, Paris/labor et fides, Genève, 1991), p. 362

<sup>6</sup> Le terme anglais « global governance » désigne des tentatives visant à accompagner et le processus de mondialisation et à lui donner forme politiquement, de manière à garantir par exemple davantage de participation démocratique à ces mêmes processus. On peut mentionner notamment un système de commerce équitable, des normes pour une justice à l'échelle mondiale, et l'accès de tous aux biens communs à tous que sont l'eau, la nourriture, la terre et l'éducation.

<sup>7</sup> Organisations telles que l'Alliance œcuménique « agir ensemble », ATTAC, et le Forum social mondial.